

DÉCLARATION

Les conservateurs demandent au gouvernement Trudeau d'inscrire le Groupe Wagner sur la liste des entités terroristes et de prendre la tête d'un effort visant à établir un tribunal spécial pour les crimes de guerre

Le 29 janvier 2023
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Ottawa (Ontario) – L'honorable Michael Chong, ministre du Cabinet fantôme conservateur responsable des Affaires étrangères, et James Bezan, ministre du Cabinet fantôme conservateur de la défense nationale, ont fait la déclaration suivante alors que la Fédération de Russie, aidée par le Groupe Wagner, une société privée de mercenaires, continue de commettre des crimes de guerre en Ukraine :

« Les preuves recueillies par les procureurs ukrainiens et les services de renseignement allemands démontrent que le Groupe Wagner a commis de nombreux crimes de guerre en Ukraine, notamment le viol, la torture et le meurtre de civils en Ukraine.

« Les preuves recueillies par la Commission d'enquête indépendante de l'ONU démontrent également clairement que des crimes de guerre ont été commis en Ukraine par les forces russes, qu'il est souvent impossible de distinguer du Groupe Wagner.

« De plus, l'armée américaine, le gouvernement français et d'autres ont documenté de nombreux crimes de guerre et autres violations des droits de l'homme commis par le Groupe Wagner en Syrie et dans des pays africains.

« Cela fait plusieurs années que le Groupe Wagner commet des crimes de guerre et viole les droits de l'homme dans de nombreux pays, allant de l'Ukraine à la Syrie, de la République centrafricaine au Mali. Ces agissements se poursuivent sans relâche et en toute impunité.

« Le Groupe Wagner, appartenant l'allié de Poutine Yevgeny Prigozhin, commet des crimes et des abus en toute impunité. Cela doit prendre fin.

« C'est pourquoi les conservateurs demandent au gouvernement Trudeau d'inscrire le Groupe Wagner sur la liste des entités terroristes. L'inscription de ce groupe de mercenaires coupera ses sources de financement, limitera sa capacité de voyager et rendra illégal le fait d'aider le groupe.

« De plus, les conservateurs demandent au gouvernement de faire en sorte que le G7 prenne l'initiative d'établir un tribunal spécial pour les crimes de guerre commis par les militaires et les mercenaires déployés par la Fédération de Russie en Ukraine. Le droit international doit être appliqué, et la Russie n'est pas exempte des conséquences de ses crimes de guerre en Ukraine. »